

Affaire Karachi : Didier

Schuller entendu par le juge Van Ruymbeke

| PAR GÉRARD DAVET & FABRICE LHOMME



Didier Schuller, en décembre 2012 à Clichy-la-Garenne –
AFP LIONEL BONAVENTURE

L'ancien conseiller général (RPR) des Hauts-de-Seine, candidat à la mairie de Clichy-la-Garenne en 2014, **Didier Schuller**, est entendu depuis le début de l'après-midi, mercredi 23 octobre, par le juge parisien **Renaud Van Ruymbeke**. Le magistrat financier enquête, avec son collègue **Roger Le Loire**, sur le volet financier de l'affaire de Karachi.

C'est dans ce cadre que M. Schuller a été convoqué, en qualité de témoin. L'audition de M. Schuller est intervenue à la demande de **M^e Marie Dosé**, conseil de plusieurs victimes de l'attentat de Karachi. Le 9 octobre, M^e Dosé avait écrit à M. Van Ruymbeke pour solliciter l'audition – dont celle de M. Schuller – de plusieurs personnes citées dans le livre *French Corruption* (Stock), paru le même jour. L'ouvrage fait « état de révélations essentielles à la manifestation de la vérité dans le cadre de l'information dont vous êtes saisi », écrivait **M^e Dosé au juge Van Ruymbeke**.

Dans ce livre, Didier Schuller aborde différents épisodes susceptibles d'intéresser MM. Van Ruymbeke et Le Loire. Les magistrats enquêtent sur les dessous de certains contrats d'armement susceptibles d'avoir permis le financement occulte de la campagne présidentielle d'Edouard Balladur en 1995, mais aussi sur le train de vie de plusieurs personnalités de droite. M. Schuller relate ainsi ses conversations avec l'ancien directeur des affaires générales du groupe Elf, Alfred Sirven (mort en 2005), qu'il côtoya plusieurs semaines en prison en 2002. Ce dernier lui aurait confié que Philippe Jaffré, PDG d'Elf entre 1993 et 1999 (et décédé en 2007) « avait payé une partie de la campagne de Balladur, en 1995, qu'il y avait eu notamment un très gros versement via un dirigeant africain. Donc il y a beaucoup d'argent d'Elf qui a servi à payer la campagne de Balladur, Sirven était plus que formel sur ce point ». Et M. Schuller d'ajouter : « Sirven m'avait dit les sommes exactes qu'il avait données pour la campagne Balladur. De mémoire, c'était de l'ordre de 20 millions de francs. En espèces. »

RENCONTRE AU DOMICILE

Autre révélation directement liée à l'instruction de MM. Van Ruymbeke et Le Loire : les confidences qu'aurait faites à Didier Schuller, le 24 octobre 2012, l'homme d'affaires Ziad Takieddine. Cet intermédiaire franco-libanais, plusieurs fois mis en examen par les juges, est

l'homme sur qui reposent tous les soupçons de versement de rétrocommissions au profit d'hommes politiques français en marge de la signature de contrats d'armement entre 1993 et 1995.

Lors d'une rencontre au domicile de M. Takieddine, ce dernier aurait, selon M. Schuller, « *confirmé qu'il avait été l'un des pivots du financement de la campagne de Balladur en 1995, et qu'il avait 'nourri' plusieurs personnalités proches de Balladur et de Sarkozy* ». « *Il m'a donné le détail de ce qu'il avait remis aux uns et aux autres, ajoutait Didier Schuller. Il m'a dit qu'il avait donné de l'argent directement à François Léotard, Renaud Donnedieu de Vabres, Thierry Gaubert, Nicolas Bazire et Jean-François Copé.* » Les magistrats envisagent désormais d'enquêter plus avant sur le patron de l'UMP, Jean-François Copé. Condamné définitivement en janvier 2007 par la cour d'appel de Paris dans l'affaire des HLM des Hauts-de-Seine, Didier Schuller a été rétabli dans ses droits civiques en 2010. Il espère être élu maire de Clichy-la-Garenne en 2014, sous les couleurs du Rassemblement des Clichois, une petite formation indépendante des grands partis.